

# CHARENTE

## LE DÉPARTEMENT

### POLE INFRASTRUCTURES & AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION DES ROUTES ET DE L'AMÉNAGEMENT

AGENCE DÉPARTEMENTALE D'AIGRE

Bureaux :

12 rue de la Servanterie  
16140 AIGRE  
Téléphone : 05 16 09 56 50

Pôle Infrastructures & Aménagement  
Du Territoire  
Direction des Routes et de l'Aménagement

Aigre, le 17 décembre 2020

### Bordereau d'envoi

Affaire suivie par : Christophe BOURUT  
Ligne directe : 05 16 09 56 56

Nombre de pièces	Désignation	Objet de la transmission
1	Permission de stationnement n° <b>2020-02767</b>	Pour notification
<b>Destinataires :</b>		
<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<b>Conseil Départemental – P.I.A.T.</b> <i>Service des transports scolaires</i> <i>S.I.R.O.A.</i> <b>Service Départemental d'Incendie et de Secours</b> <b>Les Mairies de : AUSSAC VADALLE ET NANCLARS</b> <b>Le Groupement de la Gendarmerie de la Charente</b> <b>Le Pétitionnaire : ENEDIS DRPCH TST HTA</b> <b>L'ADA d'Aigre</b>	<div style="display: flex; align-items: center;"> <span style="margin-right: 10px;">}</span> <p><b>En cas de déviation</b></p> </div>

Pour le Président du Conseil Départemental et par délégation  
Le Chef d'agence

Patrick SCORCIONE

**DEPARTEMENT DE LA CHARENTE**  
**Communes de Nanclars et Aussac-Vadalle**

**Route départementale D40 du PR 11+0725 au PR 11+0925**

**PERMISSION DE STATIONNEMENT N° 2020-02767**

Le Président du Conseil départemental de la Charente,

Vu le code de la voirie routière

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le règlement de voirie départementale de la Charente applicable au 1er janvier 2014

Vu l'arrêté du 16 octobre 2020 portant délégation de signature à M. le Directeur du Pôle Infrastructures et Aménagement du Territoire

Vu l'état des lieux

Vu la demande en date du 09/12/2020 par laquelle **ENEDIS DRPCH TST HTA Poitou Charente** **demeurant Boulevard de la Quintinie, BP603 16340 L'ISLE D'ESPAGNAC** **représentée par Monsieur Didier MICHELET** demande une permission de stationnement sur le domaine public sur la route départementale D40 du PR 11+0725 au PR 11+0925 (Nanclars et Aussac-Vadalle) situés hors agglomération

**ARRÊTE**

**Article 1 - Autorisation**

ENEDIS DRPCH TST HTA Poitou Charente est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande :

- stationnement de 2 camions pour travaux sur le réseau électrique aérien HTA**

à charge pour lui de se conformer aux prescriptions suivantes.

**Article 2 - Prescriptions techniques**

L'autorisation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance domaniale occupée et ne pourra empiéter sur la chaussée sur une distance de plus 2.5 mètres à partir de l'accotement. La circulation ne devra pas être interrompue, l'engin devra être installé de façon à ne pas gêner la visibilité des usagers de la route (notamment à proximité d'un carrefour ou d'une courbe). La chaussée ainsi que ses dépendances devront être remises dans leur état initial à la fin du chantier.

**Article 3 - Sécurité et signalisation**

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du stationnement et notamment à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - 8ème partie - signalisation temporaire).

De même, elle devra intégrer les prescriptions spécifiques que le gestionnaire aura imposé pour garantir la sécurité de l'ensemble des usagers au regard du contexte de ce stationnement.

Elle doit en outre, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police (lorsqu'il est nécessaire) réglementant la circulation.

Le pétitionnaire a la charge de la signalisation réglementaire de son stationnement et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

En cas de danger pour les usagers, le stationnement est, à l'initiative du pétitionnaire ou de l'autorité de police, différé ou interrompu, sans préjudice.

#### **Article 4 - Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5 - Validité**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La présente autorisation est valable le jeudi 21/01/2021 et le vendredi 29/01/2021.

**Fait à Aigre, le 17/12/2020**

**Pour le Président du Conseil  
départemental, et par délégation,  
le Chef de l'agence départementale de  
l'aménagement de Aigre**

**Patrick SCORCIONE**

DIFFUSION(S) :

Le bénéficiaire (ENEDIS DRPCH TST HTA Poitou Charente) pour attribution

L'agence départementale de l'aménagement de AIGRE pour attribution

Les communes de Nanclars et Aussac-Vadalle pour information

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du service instructeur.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.